

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2020-2021

13 JUILLET 2021

Proposition de résolution relative aux droits de la communauté LGBTQIA+ en Hongrie

(Déposée par Mme Stephanie D'Hose et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

I. INTRODUCTION

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. L'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne laisse planer aucun doute sur l'importance de nos libertés et est accepté par tous les États membres des Nations unies.

Nous constatons toutefois à regret que ces libertés ne sont pas un acquis si évident pour tout le monde. Elles ne vont ainsi pas de soi pour les personnes LGBT, qui font partie de la communauté LGBTQIA+. Selon les Nations unies, la discrimination et la violence dont sont victimes les membres de la communauté LGBTQIA+ restent un problème fort répandu. Il demeure toutefois trop souvent méconnu, comme l'illustre l'absence de statistiques officielles et de contrôle.

L'année dernière, l'expert indépendant des Nations unies chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre a publié un rapport décrivant l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les droits humains de la communauté LGBTQIA+. L'expert y reconnaît que la pandémie et les mesures prises par les autorités du monde entier pour combattre celle-ci ont

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2020-2021

13 JULI 2021

Voorstel van resolutie betreffende de rechten van de lgbtqia+-gemeenschap in Hongarije

(Ingediend door mevrouw Stephanie D'Hose c.s.)

TOELICHTING

I. INLEIDING

Eenieder heeft aanspraak op alle rechten en vrijheden, zonder enig onderscheid van welke aard ook, zoals ras, kleur, geslacht, taal, godsdienst, politieke of andere overtuiging, nationale of maatschappelijke afkomst, eigendom, geboorte of andere status. Artikel 2 van de Universele Verklaring van de rechten van de mens laat geen twijfel bestaan over het belang van onze vrijheden en wordt aanvaard door alle lidstaten van de Verenigde Naties (VN).

Met spijt moeten we vaststellen dat deze vrijheden niet voor iedereen zo vanzelfsprekend zijn. Dat geldt onder meer voor holebi's en transpersonen, leden van de lgbtqia+-gemeenschap. De Verenigde Naties melden dat discriminatie en geweld tegen leden van de lgbtqia+-gemeenschap nog steeds een wijdverspreid probleem is. Deze problematiek blijft echter nog te vaak onderbelicht wat geïllustreerd wordt door het gebrek aan officiële statistieken en monitoring.

Afgelopen jaar bracht de onafhankelijke expert inzake de bescherming tegen geweld en discriminatie op basis van seksuele oriëntatie en gender identiteit van de Verenigde Naties een verslag uit dat de impact van de Covid-19-pandemie op de mensenrechten van de lgbtqia+-gemeenschap in kaart bracht. De expert erkende dat de gevolgen van de pandemie en de maatregelen die overheden wereldwijd namen om de pandemie

eu une incidence disproportionnée sur les personnes LGBT qui ont été davantage victimes d'inégalités et de discriminations. Les conséquences de la pandémie ont globalement exacerbé les attitudes problématiques déjà constatées précédemment.

En Europe et dans l'Union européenne (UE) aussi, on attache une grande importance aux droits humains et aux libertés dont ils sont assortis. La discrimination et la violence à l'encontre de la communauté LGBTQIA+ n'en demeurent pas moins un problème qui mérite de retenir l'attention de tous. Selon *ILGA Europe*, une organisation qui lutte pour l'égalité des droits des personnes LGBT, on observe une nette augmentation de la violence verbale et physique visant la communauté LGBTQIA+ (1). C'est en ligne, dans les médias sociaux, que l'augmentation est la plus forte. *ILGA Europe* conclut que les progrès qu'a réalisés l'Europe au cours des dernières années sont devenus extrêmement précaires et fragiles.

Selon les statistiques de l'Union européenne, en 2020, plus de 33 % des discours de haine diffusés en ligne étaient dirigés contre les personnes LGBT. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a elle aussi publié des statistiques et confirme qu'en 2019, 1 278 crimes de haine contre des personnes LGBT ont été enregistrés; dans 64 % des cas, ils consistaient en une agression violente (2).

L'Union européenne entend cependant œuvrer à l'égalité des droits de la communauté LGBTQIA+ et a lancé, en novembre de l'année dernière, sa stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ dans l'UE pour les cinq prochaines années. Elle met surtout l'accent sur le partage de bonnes pratiques de lutte contre l'homophobie et la transphobie. En juin 2020, l'Union européenne a également communiqué sa stratégie pour les droits des victimes, dans laquelle une place centrale est accordée à la communauté LGBTQIA+.

Le Conseil de l'Europe tient lui aussi à contribuer à la lutte contre la discrimination des personnes LGBT et a dès lors créé, en 2020, le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion.

II. ADOPTION D'UNE LOI HOSTILE AUX LGBTQIA+ PAR LE PARLEMENT HONGROIS

Au sein de l'Union européenne, un consensus général s'est dégagé sur la nécessité de protéger les droits et

(1) <https://rainbow-europe.org/sites/default/files/annual-report/Annual-Review-Full-2021.pdf>.

(2) <https://hatecrime.osce.org/infocus/2019-hate-crime-data-now-available>.

te bestrijden, een disproportionele impact hebben op de ongelijkheid en discriminatie die holebi's en trans personen ervaren. De gevolgen van de pandemie versterkten globaal de reeds vastgestelde problematische patronen.

Ook in Europa en binnen de Europese Unie (EU) worden mensenrechten en daaraan verbonden vrijheden hoog in het vaandel gedragen. Desondanks blijft discriminatie en geweld ten aanzien van de lgbtqi+-gemeenschap een probleem dat ons aller aandacht verdient. Volgens *ILGA Europe*, een organisatie die strijdt voor de gelijke rechten voor holebi's en trans personen, is er een duidelijke toename van verbaal en fysiek geweld gericht op de lgbtqi+-gemeenschap (1). De toename is het grootst online via sociale media. *ILGA Europe* besluit dat de vooruitgang die Europa de afgelopen jaren maakte nog erg broos en fragiel is.

Volgens cijfers van de Europese Unie was in 2020 ruim 33 % van de online haatspraak gericht tegen holebi's en trans personen. Ook de Organisatie voor veiligheid en samenwerking in Europa (OVSE) komt met cijfers en bevestigt dat er in 2019 1 278 geregistreerde haatmisdaden gepleegd werden tegen holebi's of trans personen, in 64 % van de gevallen ging het om een gewelddadige aanval (2).

De Europese Unie wil echter werk maken van gelijke rechten voor de lgbtqi+-gemeenschap en lanceerde in november vorig jaar haar «*EU LGBTIQ Equality Strategy*» voor de komende vijf jaar. De focus ligt vooral op het delen van «*good practices*» rond de bestrijding van homofobie en transfobie. In juni 2020 maakt de Europese Unie ook haar strategie aangaande slachtofferrechten bekend, waar slachtoffers binnen de lgbtqi+-gemeenschap een prominente plaats kregen.

Ook de Raad van Europa wil bijdragen aan de strijd tegen discriminatie van holebi's en trans personen en richtte daarom in 2020 het «*Steering Committee on Anti-Discrimination, Diversity and Inclusion*» op.

II. GOEDKEURING VAN EEN ANTI-LGBTQIA+-WET IN HET HONGAARSE PARLEMENT

Binnen de Europese Unie heerst de algemene consensus dat ook de rechten en vrijheden van de leden van

(1) <https://rainbow-europe.org/sites/default/files/annual-report/Annual-Review-Full-2021.pdf>.

(2) <https://hatecrime.osce.org/infocus/2019-hate-crime-data-now-available>.

libertés de la communauté LGBTQIA+. Il est dès lors extrêmement affligeant de devoir constater que la Hongrie qui, soit dit en passant, est membre de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, a adopté une loi qui encourage précisément la discrimination et la violence à l'encontre de la communauté LGBTQIA+.

Concrètement, la nouvelle loi interdit la représentation de personnes LGBT dans les espaces et lieux accessibles aux mineurs d'âge. En pratique, cela signifie que les images montrant la communauté LGBTQIA+ sont bannies de l'espace public et ne seront plus visibles dans les écoles, dans les cinémas, à la télévision et dans les autres médias et canaux de communication. La loi a été adoptée au Parlement hongrois par les membres du *Fidesz* et du *Jobbik* sous le prétexte de «protéger les enfants» et de lutter contre la «pédophilie».

Cette loi est tout à fait conforme à la rhétorique que le premier ministre, Viktor Orbán, utilise depuis des années déjà. Il a ainsi assimilé les personnes LGBT à des pédophiles et a déclaré que les droits de la communauté LGBTQIA+ étaient incompatibles avec les valeurs chrétiennes qui sont la norme en Hongrie.

En déshumanisant et criminalisant la communauté LGBTQIA+, le premier ministre Orbán cause un grave préjudice parmi la population hongroise. Les organisations LGBTQIA+ locales tirent la sonnette d'alarme depuis des années déjà et il est plus que probable que l'adoption de la nouvelle loi susmentionnée mettra de l'huile sur le feu. *Hatter Society*, une organisation hongroise qui lutte pour les droits des LGBTQIA+, signale que 42 % des personnes LGBTQIA+ hongroises sont en proie à des pensées suicidaires; 30 % d'entre elles auraient déjà fait une tentative de suicide. Plus de 60 % des étudiants hongrois qui appartiennent à la communauté LGBTQIA+ indiquent par ailleurs avoir été confrontés à des agressions verbales en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre (3).

Ces chiffres montrent que le problème mérite justement d'être davantage mis sur le tapis si l'on veut parvenir à une solution. Au lieu de cela, les autorités hongroises stigmatisent encore plus la communauté LGBTQIA+.

On pourrait dire que l'exception confirme la règle, mais ce n'est malheureusement pas le cas en ce qui concerne l'égalité des droits de la communauté LGBTQIA+. La Hongrie n'est pas la seule à mener une telle politique, pas même au sein de l'Union européenne. Le gouvernement polonais, sous la direction du président Duda

de lgbtqia+-gemeenschap beschermd moeten worden. Het is daarom ook uitzonderlijk pijnlijk om te moeten vaststellen dat Hongarije, nota bene een lidstaat van de Europese Unie en de Raad van Europa, een wet goedkeurde die net discriminatie van en geweld tegen de lgbtqia+-gemeenschap in de hand werkt.

Concreet verbiedt de nieuwe wet het afbeelden van holebi's en trans personen in ruimtes en plaatsen waar minderjarigen aanwezig kunnen zijn. In de praktijk betekent dit dat beelden van de lgbtqia+-gemeenschap volledig uit het straatbeeld geweerd worden en ook niet te zien zullen zijn in scholen, bioscopen, televisie en andere media en communicatiekanalen. De wet werd in het Hongaarse Parlement goedgekeurd door de leden van de partijen *Fidesz* en *Jobbik* onder het voorwendsel om «kinderen te beschermen» en «pedofilie» te bestrijden.

Deze wet ligt in het verlengde van de retoriek die Hongaars premier Victor Orbán al jaren aanhoudt. Zo stelde hij holebi's en trans personen gelijk aan pedofielen en verklaarde dat rechten voor de lgbtqia+-gemeenschap onverenigbaar zijn met de christelijke waarden die in Hongarije de norm zijn.

Het ontmenselijken en criminaliseren van de lgbtqia+-gemeenschap door premier Orbán richt veel schade aan onder de Hongaarse bevolking. Lokale lgbtqia+ organisaties trekken al jaren aan de alarmbel en de invoering van eerder vernoemde nieuwe wet fungeert meer dan waarschijnlijk als olie op het vuur. *Hatter Society*, een Hongaarse organisatie die strijdt voor lgbtqia+-rechten, meldt dat 42 % van de Hongaarse holebi's of trans personen kampt met zelfmoordgedachten; 30 % zou reeds een poging tot zelfmoord ondernomen hebben. Daarnaast geven ruim 60 % van de Hongaarse studenten die ook lid zijn van de lgbtqia+-gemeenschap aan verbale agressie te hebben ervaren naar aanleiding van hun seksuele oriëntatie of gender identiteit (3).

Deze cijfers tonen aan dat deze problematiek net meer ter sprake moet komen om tot een oplossing te komen. In plaats daarvan duwt de Hongaarse overheid de lgbtqia+-gemeenschap nog meer in het verdomhoekje.

Men zou kunnen stellen dat de uitzondering de regel bevestigt, maar dat is wat gelijke rechten voor de lgbtqia+-gemeenschap betreft helaas niet het geval. Het Hongaarse beleid is geen alleenstaand feit, ook niet binnen de Europese Unie. De Poolse regering, onder leiding van president Duda van de PiS (*Prawo*

(3) <https://en.hatter.hu/news/hungarian-government-launches-russian-style-attack-on-freedom-of-speech-and-childrens-rights>.

(3) <https://en.hatter.hu/news/hungarian-government-launches-russian-style-attack-on-freedom-of-speech-and-childrens-rights>.

du parti Droit et Justice (PiS, *Prawo i Sprawiedliwość*), est farouchement opposé aux droits des personnes LGBTQIA+. L'année dernière, des dizaines de villes et communes polonaises ont été décrétées «zones libres d'idéologie LGBT». Quant au président Duda, il utilise une rhétorique similaire à celle du premier ministre hongrois Orbán, considérant que les membres de la communauté LGBTQIA+ ne sont pas des êtres humains mais seulement les vecteurs d'une idéologie et établissant régulièrement une relation avec la pédophilie.

Dans d'autres parties de l'Europe également, les personnes LGBT sont encore quotidiennement victimes de discrimination et de violence. C'est notamment le cas en Ukraine où, en août de l'année dernière, les participants à la *Gay Pride* d'Odessa ont été pris pour cible par des sympathisants néonazis. Les *leaders* religieux participent eux aussi à la stigmatisation de la communauté LGBTQIA+. Le patriarche d'Ukraine a ainsi accusé les personnes LGBT de répandre le virus de la Covid-19 et a mis en garde contre une «offensive idéologique» de la communauté LGBTQIA+.

La discrimination de la communauté LGBTQIA+ n'est pas un phénomène nouveau. Le gouvernement russe, sous la houlette du président Vladimir Poutine, l'a déjà prouvé en 2013. C'est à l'époque qu'a été adoptée la loi dite antipropagande qui par la suite a été la source d'inspiration des évolutions actuelles en Hongrie.

Si les exemples les plus frappants de discrimination des membres de la communauté LGBTQIA+ se situent en Europe de l'Est, il importe néanmoins de considérer cette question comme un problème qui concerne l'ensemble de l'Union européenne et même, plus largement, le reste de l'Europe et le monde entier. Car, ne nous méprenons pas, en Belgique aussi, qui occupe la deuxième place du *Country ranking* de l'organisation *Rainbow Europe*, certaines personnes sont encore quotidiennement victimes de discrimination en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre (4).

Ces évolutions et, en particulier, la situation en Hongrie doivent être abordées avec le sérieux nécessaire par tous les États membres de l'UE. La discrimination croissante dont est victime la communauté LGBTQIA+ est contraire aux valeurs fondatrices de l'Union européenne. Il est donc crucial que tous les États membres et institutions européennes défendent ces valeurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE.

i Sprawiedliwość) partij, is fel gekant tegen lgbtqia+-rechten. Afgelopen jaar werden in Polen tientallen steden en gemeenten uitgeroepen tot «lgbt-vrije zones». President Duda zelf hanteert een retoriek gelijkaardig aan die van Hongaars premier Orbán en stelt dat leden van de lgbtqia+-gemeenschap geen mensen zijn maar slechts dragers van een ideologie en legt regelmatig de link met pedofilie.

Ook in andere delen van Europa zijn holebi's en trans personen nog dagelijks het slachtoffer van discriminatie en geweld. Onder meer in Oekraïne werd in augustus vorig jaar de *pride* optocht in Odessa aangevallen door sympathisanten van het neo-nazisme. Ook religieuze leiders dragen bij aan de stigmatisering van de lgbtqia+-gemeenschap. Zo beschuldigde de Oekraïense Patriarch holebi's en trans personen ervan het Covid-19-virus te verspreiden en waarschuwde hij voor een «ideologische aanval» van de lgbtqia+-gemeenschap.

Discriminatie van de lgbtqia+-gemeenschap is geen nieuw fenomeen. Dat bewees de Russische regering onder leiding van president Vladimir Poetin al in 2013. Toen werd de zogenoemde propagandawet goedgekeurd die later de blauwdruk bleek te zijn voor de huidige ontwikkelingen in Hongarije.

De meest opmerkelijke voorbeelden van discriminatie van leden van de lgbtqia+-gemeenschap mogen dan wel uit Oost-Europa komen, toch is het belangrijk om deze problematiek te kaderen als een probleem van de hele Europese Unie en bij uitbreiding de rest van Europa en de wereld. Want vergis u niet, ook hier in België, dat de tweede plaats inneemt op de *Rainbow Europe Ranking*, worden nog dagelijks mensen gediscrimineerd omwille van hun seksuele oriëntatie of gender identiteit (4).

Deze ontwikkelingen, en in het bijzonder de situatie in Hongarije, dienen met de nodige ernst en zorg aangepakt te worden door alle lidstaten van de EU. De toenemende discriminatie van de lgbtqia+-gemeenschap staat haaks op de waarden die aan de grondslag liggen van de Europese Unie. Het is dan ook cruciaal dat alle lidstaten alsook de Europese instituten deze waarden verdedigen, zowel binnen de Unie als daarbuiten.

(4) <https://www.rainbow-europe.org/country-ranking>.

(4) <https://www.rainbow-europe.org/country-ranking>.

Il est encourageant de constater que, sous l'impulsion notamment du premier ministre Alexander De Croo, la grande majorité des États membres de l'Union européenne ont condamné la nouvelle loi hongroise. Pas moins de dix-sept États membres ont, dans une déclaration commune, exhorté la Commission européenne à user de tous les instruments à sa disposition pour garantir le respect plein et entier du droit de l'UE. Le premier ministre De Croo a affirmé à juste titre que quiconque bénéficie des avantages financiers de l'Union européenne doit se conformer aux valeurs de l'Union. Des sanctions financières sont par conséquent justifiées et constituent une réponse adéquate à la politique hongroise, laquelle est de plus en plus éloignée des valeurs européennes. Dans sa démarche, le premier ministre De Croo a obtenu le soutien de son homologue luxembourgeois, Xavier Bettel, lui-même membre de la communauté LGBTQIA+, et du premier ministre néerlandais, Mark Rutte, qui a même plaidé pour l'exclusion de la Hongrie de l'Union européenne.

Le commissaire européen à la Justice, Didier Reynders, a exprimé dans les médias sociaux son mécontentement face à la politique de la Hongrie envers les personnes LGBTQIA+. Il a souligné l'importance du libre accès à toutes les informations possibles et a condamné la censure envisagée par le gouvernement hongrois. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a elle aussi été très ferme, déclarant que la législation hongroise hostile à la communauté LGBTQIA+ était une honte. Elle a confirmé que l'Union européenne défendrait ses valeurs fondamentales sans la moindre compromission. «Je crois à une Union européenne dans laquelle chacun est libre d'aimer qui il veut», a-t-elle conclu. Sur l'insistance du Conseil de l'Union européenne, la Commission examinera les possibilités de contrer la nouvelle législation hongroise, au besoin en saisissant la Cour européenne de justice.

Les critiques envers le gouvernement hongrois n'émanent pas seulement des milieux politiques. Dans les médias sociaux, des millions de citoyens européens ont apporté leur soutien à la communauté LGBTQIA+ hongroise et ont condamné massivement la législation hostile aux personnes LGBTQIA+. Le drapeau arc-en-ciel a été arboré en masse et plusieurs stades de football partout en Europe, dont ceux de Gand et de Berlin, ont été éclairés aux couleurs de l'arc-en-ciel. Il est manifeste qu'un rappel à l'ordre du gouvernement hongrois emporte une très large adhésion, de même que la protection des valeurs fondamentales libérales de l'Union européenne.

*
* *

Het is hoopgevend om vast te stellen dat, mede onder impuls van de eerste minister Alexander De Croo, de ruime meerderheid van de Europese lidstaten binnen de raad van de Europese Unie de nieuwe Hongaarse wet heeft veroordeeld. Niet minder dan zeventien lidstaten legden een gezamenlijk verklaring af waarin zij de Europese Commissie aanmanen om alle instrumenten waarover ze beschikt, aan te wenden om de volledige eerbiediging van het EU-recht te waarborgen. Premier De Croo stelde terecht dat wie geniet van de financiële voordelen van de Europese Unie zich ook moet schikken naar de waarden van de Unie. Financiële sancties zijn daarom gerechtvaardigd en een gepast antwoord op het Hongaarse beleid dat steeds verder afstaat van de Europese waarden. Premier De Croo werd hierin gesteund door onder meer Luxemburgs premier Xavier Bettel, die zelf lid is van de lgbtqia+-gemeenschap en de Nederlandse minister-president Mark Rutte die zelfs pleitte voor een uitsluiting van Hongarije uit de Europese Unie.

Europees commissaris voor Justitie Didier Reynders uitte, via sociale media, zijn ongenoegen over het Hongaarse lgbtqia+-beleid. Hij benadrukte het belang van vrije toegang tot alle mogelijke informatie en veroordeelde de geplande censuur van de Hongaarse regering. Ook Commissievoorzitter Ursula von der Leyen was scherp en noemde de Hongaarse anti-lgbtqia+-wetgeving een schande. Von der Leyen bevestigde dat de Europese Unie haar fundamentele waarden zal verdedigen en daar geen compromissen over zal sluiten. «Ik geloof in een Unie waarin je vrij bent om te houden van wie je wil», besloot de voorzitter van de Europese Commissie. De Commissie zal, op aandringen van de Raad van de Europese Unie, onderzoeken of ze de nieuwe Hongaarse wetgeving kan tegenhouden, desnoods via het Europees Hof van Justitie.

Niet alleen vanuit politieke hoek is er kritiek op de Hongaarse regering. Via sociale media betuigden miljoenen Europese burgers hun steun aan de Hongaarse lgbtqia+-gemeenschap en veroordeelden ze massaal de anti-lgbtqia+-wetgeving. De regenboogvlag werd massaal uitgehangen en ook voetbalstadions over heel Europa, onder meer in Gent en Berlijn, lichtten op in de kleuren van de regenboog. Het is duidelijk dat er een enorm draagvlak is om de Hongaarse regering tot de orde te roepen en de fundamentele, liberale waarden van de Europese Unie te beschermen.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. vu la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier l'article 1^{er} sur la liberté et l'égalité des droits, et l'article 2 sur les droits et libertés;

B. vu le Traité international sur les droits civils et politiques, en particulier l'article 2 sur l'engagement de chaque État de garantir l'égalité des droits pour tous ses citoyens;

C. vu le Traité sur l'Union européenne, en particulier l'article 2 sur les valeurs de l'Union et l'article 3 sur l'exclusion sociale et la discrimination;

D. vu la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, en particulier l'article 11 sur la liberté d'expression et d'information et l'article 21 sur la non-discrimination;

E. vu la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier l'article 10 sur la liberté d'expression et l'article 14 sur l'interdiction de la discrimination;

F. vu la Constitution hongroise, en particulier l'article 9 sur la liberté d'expression et la protection de la diversité de la presse et l'article 15 sur l'égalité des droits;

G. renvoyant à la résolution du Parlement européen du 11 mars 2021 sur la déclaration de l'UE comme zone de liberté LGBTIQ (doc. Parlement européen, n° 2021/2557(RSP), P9_TA(2021)0089);

H. renvoyant à la résolution du Parlement européen du 7 octobre 2020 sur la création d'un mécanisme de l'Union pour la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux (doc. Parlement européen, n° 2020/2072(INI)), P9_TA(2020)0251);

I. renvoyant à la résolution du Parlement européen du 12 septembre 2018 relatif à une proposition invitant le Conseil à constater, conformément à l'article 7, du Traité sur l'Union européenne, l'existence d'un risque clair de violation grave par la Hongrie des valeurs sur lesquelles l'Union est fondée (doc. Parlement européen, n° 2017/2131(INL), P8_TA(2018)0340);

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. gelet op de Universele Verklaring van de rechten van de mens, in het bijzonder artikel 1 over de vrijheid en de gelijkheid van rechten en artikel 2 met betrekking tot rechten en vrijheden;

B. gezien het Internationale Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, in het bijzonder artikel 2 over het engagement van elke Staat betreffende gelijkheid van rechten voor al haar burgers;

C. gelet op het Verdrag van de Europese Unie, in het bijzonder artikel 2 over de waarden van de Unie en artikel 3 over de sociale uitsluiting en discriminatie;

D. gelet op het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, in het bijzonder artikel 11 over de vrijheid van meningsuiting en van informatie en artikel 21 over non-discriminatie;

E. gezien het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in het bijzonder artikel 10 over de vrijheid van meningsuiting en artikel 14 over het verbod op discriminatie;

F. gelet op de Hongaarse Grondwet, in het bijzonder artikel 9 over de vrijheid van meningsuiting en het beschermen van het diverse karakter van de pers en artikel 15 over de gelijkheid van rechten;

G. verwijzend naar de resolutie van het Europees Parlement van 11 maart 2021 over het uitroepen van de Europese Unie (EU) tot vrijheidszone voor lgbtiq-personen (doc. Europees Parlement, nr. 2021/2557(RSP), P9_TA(2021)0089);

H. verwijzend naar de resolutie van het Europees Parlement van 7 oktober 2020 over de instelling van een EU-mechanisme voor democratie, de rechtstaat en de grondrechten (doc. Europees Parlement, nr. 2020/2072(INI)), P9_TA(2020)0251);

I. verwijzend naar de resolutie van het Europees Parlement van 12 september 2018 aangaande een verzoek aan de Raad van de Europese Unie overeenkomstig artikel 7 van het Verdrag van de Europese Unie betreffende sancties ten aanzien van Hongarije voor ernstige schendingen van de waarden van de Europese Unie (doc. Europees Parlement, nr. 2017/2131(INL), P8_TA(2018)0340);

J. vu la résolution du Parlement européen du 14 juin 2018 sur le contrôle de l'application du droit de l'Union en 2016 (doc. Parlement européen, n° 2017/2273(INI), P8_TA(2018)0268);

K. vu la résolution du Parlement européen du 14 novembre 2019 sur la criminalisation de l'éducation sexuelle en Pologne (doc. Parlement européen, n° 2019/2891(RSP), P9_TA(2019)0058);

L. renvoyant à l'accord de gouvernement fédéral du 30 septembre 2020 dans lequel celui-ci fait part de son intention de jouer un rôle de pionnier en matière de droits des personnes LGBTQIA+ en Europe et dans le monde;

M. vu la déclaration commune de la Belgique, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, de l'Irlande, de la Lituanie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de l'Espagne, de la Suède, de la Lettonie, de l'Italie, de la Grèce, de l'Autriche et de Chypre, le 22 juin 2021, concernant le caractère discriminatoire de la nouvelle législation LGBTQIA+ hongroise;

N. vu la résolution adoptée par le Parlement flamand le 23 juin 2021 sur les droits de la communauté LGBTQIA+ en Hongrie (doc. Parlement flamand, n° 865 (2020-2021), n° 2),

I. Demande aux différents gouvernements:

1) de condamner la loi récemment adoptée par la Hongrie sur la représentation des personnes LGBT;

2) de souligner, dans les contacts bilatéraux avec les autorités hongroises, l'importance des droits des personnes LGBT et du respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre;

3) de condamner les discriminations persistantes et les crimes de haine dont les membres de la communauté LGBTQIA+ sont victimes en Hongrie, au sein de l'UE et dans le reste du monde;

4) d'appeler la Commission européenne à enclencher aussi bien le mécanisme de protection de l'État de droit qu'une procédure de mise en demeure à l'encontre de la Hongrie en raison des violations des droits fondamentaux des personnes LGBTQI+ dont elle se rend coupable;

5) d'insister auprès de la communauté européenne afin qu'elle témoigne d'une attention et d'un respect plus

J. gezien de resolutie van het Europees Parlement van 14 juni 2018 over de controle van de toepassing van het EU-recht in 2016 (doc. Europees Parlement, nr. 2017/2273(INI), P8_TA(2018)0268);

K. gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 14 november 2019 aangaande de criminalisering van seksuele voorlichting in Polen (doc. Europees Parlement, nr. 2019/2891(RSP), P9_TA(2019)0058);

L. verwijzend naar het federaal regeerakkoord van 30 september 2020 over de intentie om een voortrekkersrol op te nemen betreffende lgbtqia+-rechten in Europa en de wereld;

M. gezien de gezamenlijke verklaring van België, Denemarken, Estland, Finland, Frankrijk, Duitsland, Ierland, Litouwen, Luxemburg, Nederland, Spanje, Zweden, Letland, Italië, Griekenland, Oostenrijk en Cyprus op 22 juni 2021 met betrekking tot het discriminerende karakter van de nieuwe Hongaarse lgbtqia+-wetgeving;

N. gelet op de resolutie aangenomen door het Vlaams Parlement op 23 juni 2021 over de rechten van de lgbtqia+-gemeenschap in Hongarije (doc. Vlaams Parlement, nr. 865 (2020-2021), nr. 2),

I. Vraagt de diverse regeringen om:

1) de recent goedgekeurde Hongaarse wet over het afbeelden van LGBTQIA+-personen te veroordelen;

2) bij bilateraal contact met de Hongaarse overheid het belang van de rechten van LGBTQIA+-personen en respect voor seksuele oriëntatie en genderidentiteit (SOGI) rechten te benadrukken;

3) de aanhoudende discriminatie en haatmisdrijven ten aanzien van leden van de lgbtqia+-gemeenschap in Hongarije, de EU en elders in de wereld te veroordelen;

4) de Europese Commissie op te roepen om zowel het rechtsstaatmechanisme als een ingebrekestellingsprocedure tegenover Hongarije op te starten omtrent hun schendingen van de fundamentele rechten van LGBTQIA+-personen;

5) binnen de Europese gemeenschap aan te dringen om meer aandacht te besteden aan en respect te tonen voor

marqués pour les valeurs européennes, les droits des personnes LGBT ainsi que pour les droits humains en général;

II. Demande au gouvernement fédéral:

1) de convoquer l'ambassadeur de Hongrie afin de lui permettre de fournir les explications nécessaires à propos de l'intolérance et de la discrimination croissantes à l'égard de la communauté LGBTQIA+;

2) d'appeler le gouvernement hongrois à respecter les valeurs européennes, les droits humains fondamentaux et, en particulier, les droits de la communauté LGBTQIA+;

3) de continuer à œuvrer au sein du Conseil de l'Union européenne afin de faire en sorte que l'article 7 du Traité sur l'Union européenne soit appliqué et de lutter contre les discriminations structurelles à l'encontre de la communauté LGBTQIA+ en Hongrie et dans tout autre État membre;

4) de continuer à insister auprès de la Commission européenne afin qu'elle utilise tous les instruments dont elle dispose, y compris en saisissant la Cour de justice de l'Union européenne, pour assurer le plein respect du droit communautaire.

Le 1^{er} juillet 2021.

de Europese waarden, de rechten van holebi's en trans personen en mensenrechten in het algemeen;

II. Vraagt de federale regering om:

1) de Hongaarse ambassadeur te ontbieden zodat hij de nodige uitleg kan geven over de toenemende intolerantie en discriminatie ten aanzien van de lgbtqia+-gemeenschap;

2) de Hongaarse regering op te roepen de Europese waarden, de universele mensenrechten en de rechten van de lgbtqia+-gemeenschap in het bijzonder te respecteren;

3) zich in de Raad van de Europese Unie te blijven inzetten voor de toepassing van artikel 7 van het Verdrag van de Europese Unie en op te treden tegen structurele discriminatie van de lgbtqia+-gemeenschap in Hongarije en elke andere lidstaat;

4) bij de Europese Commissie te blijven aandringen om alle instrumenten waarover ze beschikt, aan te wenden om de volledige eerbiediging van het EU-recht te waarborgen, ook door de zaak aanhangig te maken voor het Hof van Justitie van de Europese Unie.

1 juli 2021.

Stephanie D'HOSE.
Tom ONGENA.
Els AMPE.
Bert ANCIAUX.
Philippe DODRIMONT.
Jean-Frédéric EERDEKENS.
Hélène RYCKMANS.
Orry VAN DE WAUWER.
Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN.